

FAUT-IL POLITISER L'ALTERMONDIALISME ?

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

“ Quel bilan peut-on tirer des forums sociaux mondiaux qui se réunissent en janvier depuis 2001 ?

Les forums altermondialistes relèvent d'une dynamique puissante. Développés à Porto Alegre (Brésil), ils ont décliné en forums européens, voire nationaux, les débats des forums internationaux. À partir de 2004-2005, ils se sont délocalisés sur d'autres continents, en Asie puis en Afrique, pour permettre à d'autres organisations d'accéder à cet espace d'expression.

Les premières éditions réagissaient aux règles internationales émises par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international ou les Nations unies. Les initiateurs proposaient des projets alternatifs de régulation, comme Attac et la taxation des transactions financières. Mais les forums ont fédéré bien au-delà : les paysans sans-terre, les mouvements d'économie solidaire, les associations latino-américaines de femmes, etc. L'hybridation de ces thématiques a conduit l'altermondialisme à ne plus être focalisé exclusivement sur la critique globale et théorique d'une forme de néolibéralisation du monde, pour s'intéresser à des micro-initiatives.

Est-ce le lieu où se crée l'alternative politique ?

Depuis plusieurs années, le mouvement débat de la nécessité d'un relais politique aux initiatives du forum. Certains maintiennent que ces réunions ne doivent pas être politisées, d'autres militent pour que le forum génère explicitement le programme d'une sorte de « nouvelle gauche ». Ces derniers, généralement européens, français notamment, s'inspirent de la constitution du mouve-

ment socialiste à partir d'initiatives ouvrières – coopératives, mutuelles, etc. – contre les injustices d'un capitalisme naissant. Du côté anglo-saxon, l'expérience historique est différente et la valorisation des forums sociaux n'est pas nécessairement politique. La société civile trouve là un espace où échanger entre associations, coopératives ou ONG. Satisfaites de leur autonomie, ces structures revendiquent un niveau d'organisation relativement faible, en partie pour éviter une confiscation du pouvoir par une certaine tendance du mouvement.

Enfin les nouvelles formes critiques naissantes, comme les théories de la décroissance ou les nouvelles théories libertaires, viennent interroger l'altermondialisme et les causes pour lesquelles il a lutté, notamment la question de l'iniquité des échanges internationaux. Pour les tenants de la décroissance, il n'y a pas de sens à vouloir rééquilibrer des échanges internationaux qui, équitables ou non, conduisent à la catastrophe écologique. La question n'est plus dès lors de militer pour que le coton africain puisse être

exporté plus justement vers les États-Unis, mais plutôt de faire en sorte que l'Afrique en arrive à des modèles économiques autosuffisants. L'urgence n'est plus de développer une solidarité exclusivement morale et charitable avec des paysans du Sud, mais de consommer localement et de privilégier les paysans proches avec lesquels on pourrait réellement partager une condition politique. Ces mouvements sont encore marginaux mais gagnent en puissance. Leur approche libertaire et leur critique radicale du pouvoir tendent à compliquer encore davantage le débat sur la représentation politique de la société civile mondiale. ■



Bruno Frère
Chargé de recherche
à l'Université de Liège
et à l'Université
de Cambridge

ZOOM
INTERVIEW

”